

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

Risoluzione n. 338

L'elaborazione di una politica transatlantica nei confronti della Cina (*)

Annunziata il 10 gennaio 2006

L'ASSEMBLÉE,

1. *Reconnaissant* que le développement rapide de la Chine est devenu un facteur critique de la croissance économique mondiale et qu'il modifie plusieurs des hypothèses sous-jacentes qui ont longtemps façonné le système international d'après-guerre;

2. *Reconnaissant* que, par extension, le progrès économique de la Chine a un effet de locomotive sur de nombreux pays en développement, en particulier ceux d'Asie;

3. *Reconnaissant cependant* que certains pays en développement n'ont pas la capacité de s'aligner sur le défi commercial chinois et auront besoin d'une aide accrue et de traitements « spéciaux et différenciés » pour préserver leurs moyens d'existence et encourager leur croissance;

* présentée par la Commission de l'économie et de la sécurité

4. *Comprenant* qu'une Chine pratiquant l'économie de marché est devenue une société plus ouverte et pluraliste et que la société civile chinoise bénéficie aujourd'hui d'une bien plus grande latitude d'autonomie d'action, au moins en dehors de la scène politique;

5. *Néanmoins préoccupée* par la lenteur des réformes politiques, l'absence de dialogue démocratique, la corruption omniprésente, notamment aux niveaux provincial et local, et la persistance des violations des droits de l'homme, autant de facteurs qui génèrent d'énormes pressions sociales susceptibles à terme d'entraver le potentiel de développement de la Chine, voire même saper sa stabilité;

6. *Reconnaissant également* que la croissance économique de la Chine pourrait modifier davantage l'équilibre stratégique en Asie de l'Est, notamment si ses dirigeants décidaient de mettre à profit

leur nouvelle puissance économique pour financer une augmentation massive de leur arsenal militaire;

7. *Déplorant* le récent différend transatlantique à propos de la levée de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine et l'absence d'un véritable dialogue stratégique transatlantique à propos de la Chine;

8. *Se réjouissant* du rôle de la Chine dans les pourparlers à six afin de persuader la Corée du Nord de renoncer à son programme d'armes nucléaires;

9. *Appréciant* la volonté de la Chine d'adopter un régime légal favorable aux obligations de libre-échange qu'elle a acceptées en tant que nouveau membre de l'OMC;

10. *Déplorant toutefois* les problèmes rencontrés par la Chine dans la mise en oeuvre de certaines de ces obligations, notamment aux niveaux provincial et local;

11. *Se réjouissant* de la décision prise récemment par la Chine d'abandonner l'alignement fixe de sa devise sur le dollar, mais *reconnaissant* que le renminbi reste sans doute surévalué;

12. *Notant* que la Chine est à la fois le deuxième plus grand consommateur de pétrole et producteur de gaz à effet de serre au monde, mais qu'elle reste encore très loin derrière les Etats-Unis en termes de consommation énergétique globale;

13. *Reconnaissant cependant* que la consommation énergétique de la Chine augmente inexorablement du fait que cette dernière se développe si rapidement, qu'elle utilise l'énergie de manière inefficace, qu'elle a adopté les normes d'une société de consommation de masse et qu'elle risque donc, très probablement, de dépasser les Etats-Unis en termes de consommation absolue d'énergie et de production d'émissions entre 2020 et 2030;

14. Invite instamment les gouvernements et les parlements des pays membres de l'Alliance atlantique:

a. à entamer une discussion afin de faciliter une approche cohérente et, si possible, coordonnée sur des questions stratégiques, diplomatiques et économiques où la Chine est devenue un acteur important;

b. à recourir au Conseil de l'Atlantique Nord pour faciliter cette discussion;

c. à reconnaître qu'une approche de la Chine basée uniquement sur une politique d'endiguement au niveau militaire serait contre-productive et pourrait même inciter la Chine à se montrer plus agressive;

d. à reconnaître que les pays de la région et les Etats-Unis jouent un rôle crucial dans la préservation de la paix et de la sécurité dans la région du Pacifique, en proie à une série d'incertitudes stratégiques;

e. à améliorer le dialogue stratégique transatlantique à propos de la Chine, y compris le dialogue entre l'UE et les Etats-Unis sur le contrôle des exportations;

f. à développer davantage le dialogue informel qui émerge entre l'OTAN et la Chine afin de consolider la confiance et d'identifier les domaines d'intérêt commun et de coopération possible;

g. à promouvoir, sous les auspices de l'OCDE, un dialogue plus approfondi avec la Chine sur une série de problèmes de gouvernance économique;

h. à encourager la Chine et ses habitants à mettre en place un système politique plus ouvert, pluraliste et en fin de compte plus démocratique, reflétant la société de plus en plus ouverte et le système économique libéral qui émergent rapidement en Chine, et pour ce faire, à

rendre ressources financières et savoir-faire occidentaux disponibles;

i. à inciter la Chine à s'intégrer pleinement dans l'ordre commercial multilatéral et à respecter ses obligations OMC dans des domaines tels que les droits de propriété intellectuelle et les réglementations en matière d'investissement;

j. à accepter nos propres obligations de construire un ordre commercial libéral en reconnaissant que les industries et les Etats occidentaux ne peuvent recourir à des outils protectionnistes pour relever le défi que représente la Chine en termes de concurrence;

k. et, par conséquent, à réagir à ce défi par des méthodes qui rendront finalement nos propres sociétés et économies plus compétitives, plus productives, mieux équi-

librées d'un point de vue fiscal, mieux formées, plus innovantes et plus prospères;

l. à aider les pays en développement à procéder aux changements structurels difficiles, nécessaires dans un monde modifié par la Chine;

m. à entamer avec la Chine un dialogue sur l'énergie afin d'atténuer les risques associés à la rivalité dans ce domai;

n. à élaborer des stratégies énergétiques communes qui aideront la Chine et les pays de l'OCDE à réduire de manière significative leur dépendance à l'égard des carburants fossiles, à dissocier davantage croissance économique et consommation énergétique et ainsi à répondre de manière durable aux besoins énergétiques à long terme.

Resolution n. 338
on forcing a transatlantic policy towards China (*)

The Assembly,

1. *Acknowledging* that China's rapid development has become a critical factor in global economic growth and is changing many underlying assumptions that long shaped the post-war international system;

2. *Recognizing* that, by extension, China's economic progress is having a locomotive effect on many developing countries, particularly those in Asia;

3. *Yet, acknowledging* that some developing countries lack the capabilities to adjust to China's commercial challenge and will require increased aid and « special and differential » treatment to safeguard livelihoods and encourage growth;

4. *Understanding* that a market-oriented China has become a more open and pluralist society and that China's civil society today enjoys far greater latitude for autonomous action, at least outside the realm of politics;

5. *Yet, concerned* about the slow pace of political reform, the lack of democratic dialogue, pervasive corruption, particularly at the provincial and local levels, and ongoing human rights abuses, all of which are generating enormous social pressures that could ultimately limit China's deve-

lopment potential and even undermine its stability;

6. *Recognizing as well* that China's economic rise could further alter the strategic balance in East Asia, particularly if its leaders were to use their country's new found economic strength to underwrite a massive arms build-up;

7. *Lamenting* the recent transatlantic dispute over lifting the embargo on arms sales to China and the lack of a genuine transatlantic strategic dialogue on China;

8. *Applauding* China's role in the Six-Party Talks in persuading North Korea to give up its nuclear weapons programme;

9. *Commending* China's willingness to adopt a legal regime conducive to the free trade obligations it has accepted as a new member of the WTO;

10. *But, regretting* China's problems in implementing some of these obligations, particularly at the provincial and local levels;

11. *Applauding* China's recent decision to abandon the hard dollar peg, but *recognizing* that the renminbi may still be overvalued;

12. *Noting* that China is both the world's second largest consumer of oil and

(*) presented by the Economics and Security Committee

producer of greenhouse gases, but that it is still significantly behind the United States in terms of overall energy use;

13. *Yet, recognizing* that China's energy consumption is expanding inexorably because it is growing so quickly, uses energy inefficiently and has embraced the norms of a mass consumer society, and will thus very likely surpass the United States in terms of absolute energy use and emissions production between 2020 and 2030;

14. URGES member governments and parliaments of the North Atlantic Alliance:

a. to initiate a discussion that will facilitate a coherent and, when possible, co-ordinated approach on strategic, diplomatic and economic issues in which China has become an important player;

b. to make use of the North Atlantic Council to facilitate this discussion;

c. to acknowledge that an approach to China premised solely on a policy of military containment will be counterproductive and could even encourage the emergence of a more aggressive China;

d. to recognize that the countries in the region and the United States are playing a critical role in preserving peace and security in a Pacific region that is gripped by a range of strategic uncertainties;

e. to improve the transatlantic strategic dialogue on China, including a dialogue between the EU and the United States on export control;

f. to develop further the nascent and informal NATO-China dialogue in order to build confidence and identify areas of mutual interest and possible co-operation;

g. to encourage deeper dialogue on a range of economic governance issues with China, under the auspices of the OECD;

h. to encourage China and its people to build a more open, pluralist and ultimately democratic political system commensurate with the ever more open society and liberal economic system that is swiftly emerging in China, and to make Western financial resources and know-how available for those purposes;

i. to encourage China to integrate fully in the multilateral trading order and to implement its WTO obligations in areas like intellectual property rights and investment rules;

j. to accept our own obligations to build a liberal trading order by acknowledging that Western states and industries cannot rely on protectionist tools to deal with China's competitive challenge;

k. and thus to respond to this challenge in ways that ultimately render our own economies and societies more competitive, productive, fiscally balanced, educated, innovative and wealthy;

l. to assist the developing world in making the difficult structural adjustments needed in a world changed by China;

m. to engage in an energy dialogue with China to mitigate the risks associated with energy rivalry;

n. to develop common energy strategies that will help China and the OECD countries to reduce significantly their reliance on carbon fuel, further delink economic growth from energy use, and thus meet long-term energy needs in a sustainable manner.

N. B. Traduzione non ufficiale

Risoluzione n. 338

L'elaborazione di una politica transatlantica nei confronti della Cina (*)

L'ASSEMBLEA,

1. *Riconoscendo* che lo sviluppo della Cina è diventato un fattore critico della crescita economica globale che modifica molti dei presupposti fondamentali che per lungo tempo hanno forgiato il sistema internazionale del dopoguerra;

2. *Riconoscendo* che, per estensione, il progresso economico della Cina ha un effetto trainante su numerosi paesi in via di sviluppo, in particolar modo sui paesi asiatici;

3. *Riconoscendo tuttavia* che alcuni paesi in via di sviluppo non hanno la capacità di adeguarsi alla sfida commerciale posta dalla Cina e necessiteranno di ulteriori aiuti e di trattamenti « speciali e differenziati » al fine di salvaguardare i loro mezzi di sostentamento e di incentivare la loro crescita;

4. *Comprendendo* che una Cina che pratica un'economia di mercato è divenuta una società più aperta e pluralista e che la società civile cinese beneficia attualmente di un margine ben più ampio di autonomia di azione, almeno al di fuori della sfera politica;

5. *Pur tuttavia preoccupata* per la lentezza delle riforme politiche, la mancanza

di dialogo democratico, la corruzione dilagante, specialmente a livello locale e provinciale, e per la violazione persistente dei diritti dell'uomo, tutti fattori che generano enormi pressioni sociali passibili di limitare, in ultimi analisi, le potenzialità di sviluppo della Cina, se non addirittura di minarne la stabilità;

6. *Riconoscendo* parimenti che la crescita economica della Cina potrebbe modificare ulteriormente l'equilibrio strategico dell'Asia orientale, in particolar modo nel caso in cui i suoi leader decidessero di utilizzare la nuova potenza economica per avallare un aumento massiccio dell'arsenale militare;

7. *Deplorando* la recente disputa transatlantica relativa all'eliminazione dell'embargo sulla vendita di armi alla Cina e l'assenza di un vero dialogo strategico transatlantico relativo alla Cina;

8. *Esprimendo soddisfazione* per il ruolo svolto dalla Cina nei colloqui a sei nel tentativo di convincere la Corea del Nord a rinunciare al suo programma nucleare;

9. *Apprezzando* la volontà della Cina di adottare un regime giuridico favorevole agli impegni derivanti dal libero scambio che il paese ha accettato in qualità di nuovo membro dell'OMC;

(*) presentata dalla Commissione economica e sicurezza.

10. *Deplorando* tuttavia i problemi che la Cina si trova a dover affrontare nell'attuazione di alcuni dei suddetti impegni, soprattutto a livello provinciale e locale;

11. *Rallegrandosi* per la decisione adottata di recente dalla Cina di abbandonare l'allineamento fisso della sua divisa rispetto al dollaro, ma *riconoscendo* che il renminbi potrebbe essere ancora sopravvalutato;

12. *Osservando* che la Cina è al tempo stesso il secondo consumatore di petrolio e il secondo paese nella graduatoria della produzione di emissioni di gas a effetto serra nel mondo, ma che è ancora notevolmente indietro rispetto agli Stati Uniti in termini di consumo energetico complessivo;

13. *Riconoscendo* tuttavia che il consumo energetico della Cina aumenta in modo inesorabile in quanto il paese si sta sviluppando molto rapidamente, utilizza l'energia in modo inefficiente, ha adottato le regole tipiche di una società basata sul consumo di massa e pertanto rischia, con ogni probabilità, di superare gli Stati Uniti in termini di consumo assoluto di energia e di produzione di emissioni nel periodo compreso tra il 2020 e il 2030;

14. SOLLECITA i governi e i parlamenti dei paesi membri dell'Alleanza atlantica:

a. ad avviare una discussione strategica al fine di facilitare un'impostazione coerente e, laddove possibile, coordinata, in merito a questioni strategiche, diplomatiche ed economiche in rapporto alle quali la Cina è diventata un soggetto importante;

b. a ricorrere al Consiglio Nord Atlantico per favorire tale discussione;

c. a riconoscere che un approccio nei confronti della Cina basato unicamente su una politica di contenimento militare sarebbe controproducente e potrebbe per-

sino indurre la Cina a mostrarsi più aggressiva;

d. a riconoscere che i paesi della regione e gli Stati Uniti svolgono un ruolo di cruciale importanza nel mantenimento della pace e della sicurezza nella regione del Pacifico, in preda ad una serie di incertezze strategiche;

e. a migliorare il dialogo strategico transatlantico sulla Cina, che comprenda il dialogo tra l'Ue e gli Stati Uniti relativo al controllo delle esportazioni;

f. a sviluppare ulteriormente il dialogo informale che sta nascendo tra la NATO e la Cina al fine di consolidare la fiducia e di individuare i settori di interesse comune e di possibile cooperazione;

g. a promuovere, sotto l'egida dell'OCSE, un dialogo più approfondito con la Cina su una serie di problemi di governance economica;

h. ad incoraggiare la Cina e la popolazione cinese a dar vita ad un sistema più aperto, pluralista e, in ultima analisi, più democratico, rispondente ad una società sempre più aperta e al sistema economico liberale che sta emergendo rapidamente in Cina e, in tal senso, a rendere disponibili le risorse finanziarie e il *know-how* dell'Occidente;

i. a spronare la Cina ad inserirsi apieno nell'ordine commerciale multilaterale e a rispettare i suoi impegni OMC in settori come i diritti sulla proprietà intellettuale e le norme in materia di investimenti;

j. ad accettare i nostri stessi impegni relativi alla costruzione di un ordine commerciale liberale riconoscendo che le industrie e gli Stati occidentali non possono ricorrere a strumenti protezionistici per far fronte alla sfida posta dalla Cina in termini di concorrenza;

k. e, pertanto, a reagire a questa sfida adottando dei metodi in grado di rendere, in ultima istanza, le nostre società e le nostre economie più competitive, più produttive, maggiormente equilibrate da un punto di vista fiscale, formate in modo più adeguato, più innovative e più prospere;

l. ad aiutare i paesi in via di sviluppo a procedere ai cambiamenti strutturali difficili, necessari in un mondo modificato dalla Cina;

m. ad avviare con la Cina un dialogo sull'energia in modo da attenuare i rischi associati alla rivalità in questo settore;

n. ad elaborare in materia strategie comuni tali da aiutare la Cina e i paesi dell'OCSE a ridurre in modo significativo la loro dipendenza dai combustibili fossili, a dissociare ulteriormente crescita economica e consumo energetico e a rispondere così in modo sostenibile al fabbisogno di energia a lungo termine.